

Master Droit public

Niveau de diplôme
Bac +5

ECTS
120 crédits

Durée
2 ans

Composante
Droit et sciences sociales

Parcours proposés

- # Parcours Droit de l'action publique
- # Parcours Droit de l'urbanisme et de la construction

Présentation

La mention Droit public répond à la volonté d'offrir aux étudiants une formation généraliste en droit public, tout en leur permettant d'acquérir des compétences spécifiques dans les domaines de la commande publique, de l'urbanisme et de la construction et de l'action publique.

Objectifs

La mention Droit public a pour ambition de donner aux étudiants les outils de compréhension du droit public dans toutes ses dimensions. Il s'agit de former des professionnels maîtrisant le cadre juridique des interventions des personnes publiques. A l'issue de la formation, les étudiants devront être en capacité d'analyser et d'expertiser les situations juridiques auxquelles ils seront confrontés, dans toute leur complexité.

A cette fin, des modules spécifiques (clinique juridique, rédaction d'actes juridiques, conférences d'actualité,

méthodologie professionnelle, maîtrise des logiciels de bureautique et professionnels etc.) fourniront aux étudiants les clés méthodologiques afin de faciliter leur accès à l'environnement juridique (réglementations, contrats, jurisprudence, doctrine) du droit public. Chaque étudiant doit, au cours de son cursus, effectuer un stage obligatoire d'au moins deux mois. Les cliniques juridiques conduiront les étudiants à réaliser un exercice de conseil au profit d'institutions et d'organismes partenaires à partir d'un cas concret et réel. Pendant les deux années de la formation, chaque étudiant bénéficiera d'un accompagnement personnalisé afin de concevoir son projet professionnel et de définir une stratégie pour le mener à bien.

La mention Droit public comporte également un volet d'initiation à la recherche scientifique. Chaque étudiant acquerra les règles de la méthodologie juridique (recherche et sélection de l'information, confection d'une bibliographie, élaboration d'un plan, construction d'un raisonnement explicatif et démonstratif etc.). Ce travail scientifique fera l'objet d'une valorisation au travers de la réalisation d'exposés, de notes juridiques et, surtout, de la rédaction d'un mémoire de recherche fondamentale ou appliquée avec soutenance.

La formation est ouverte à l'apprentissage en Master 2 (Parcours Droit de l'action publique et Droit de l'urbanisme et de la construction)

Savoir-faire et compétences

- Maîtrise de l'accès aux sources du droit national, international et européen ou étranger.

- Capacité à identifier les normes ou autres solutions pertinentes sur les supports papier ou électronique.
- Compétences en matière de légistique.
- Capacité à développer une analyse juridique intégrant des enjeux sociaux, éthiques ou philosophiques.
- Aptitude à évaluer une situation juridique (analyse de cas, de dossiers, ...), à synthétiser les informations pertinentes, à proposer une solution argumentée et à prendre des décisions.
- Aptitude à développer une réflexion critique et prospective.
- Aptitude à la recherche juridique (recueil de données, confection d'une bibliographie, problématique, construction d'une démonstration).
- Aptitude au travail individuel et à l'autoformation.
- Aptitude au travail en équipe et en interdisciplinarité.
- Maîtrise des méthodes d'exposé écrit et oral.
- Maîtrise des techniques d'argumentation et de démonstration
- Maîtrise des techniques de rédaction et de diffusion de travaux, de rapports de recherche, d'enquêtes etc.
- Maîtrise d'une langue vivante étrangère.

Organisation

Stages

Stage : Obligatoire

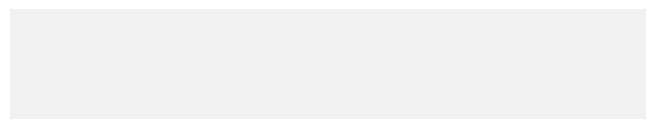
Durée du stage : 2 mois minimum

Stage à l'étranger : Possible

Durée du stage à l'étranger : 2 mois minimum

Admission

Conditions d'admission

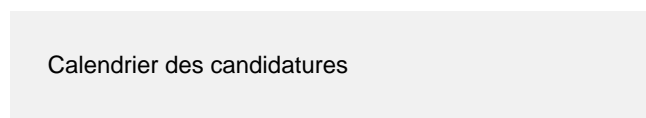


Capacité d'accueil limitée : 40 places réparties comme suit:

Parcours droit de la commande publique : 16

Parcours droit de l'action publique : 16

Parcours droit de l'urbanisme et de la construction : 8



Calendrier des candidatures

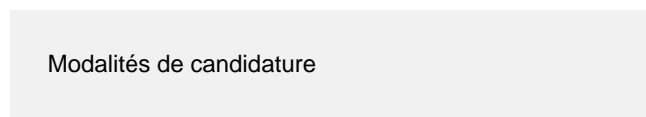
Candidatures sur la plateforme nationale #
monmaster.gouv.fr

Ouverture de la campagne : 22 mars 2023

Date limite de dépôt des dossiers : 18 avril 2023 à 23h59

Sélection sur dossier

Date de communication des résultats : 23 juin 2023.



Modalités de candidature

Diplôme de Licence délivré par une Université française

- La formation est ouverte aux titulaires d'un diplôme de Licence mention Droit délivré par une Université française.
- Pour les titulaires d'un diplôme de Licence délivré par une Université française mais d'une autre mention que Droit, ou d'un autre diplôme de Bac+3 délivré par un établissement d'enseignement supérieur français, dossier d'équivalence et de candidature à constituer sur le plateforme nationale de candidature (calendrier identique).

Diplôme délivré par une Université étrangère

- Étudiants déjà inscrits dans une Université française, candidature par la plateforme nationale de candidatures# (calendrier identique).

- Étudiants qui n'ont jamais été inscrits dans une Université française, dossier à constituer par le portail # [Études en France](#) , V. aussi # [Lien utile](#).

L'accès à la formation est également ouvert **aux candidats ne possédant pas les diplômes requis, après validation de leurs acquis professionnels et personnels (VAPP) ou validation des acquis de l'expérience (VAE).**

Pour toute demande en ce sens, il convient de s'adresser à UP&PRO : 2 rue Pierre Brousse, Bât B. 25, TSA 91110, 86073 Poitiers cedex 9 ; Tél. 05 49 45 44 60 ; Courriel : # [up-pro @ univ-poitiers.fr](mailto:up-pro@univ-poitiers.fr)

[En savoir plus..](#)

Accès à la formation : candidatures en 2^{ème} année (si capacité d'accueil non atteinte) : recrutement complémentaire

1/ Pour les candidats déjà inscrits dans l'enseignement supérieur français et titulaires d'un diplôme bac +4 (mention droit ou autre). Un dossier de candidature doit être constitué via l'**application E-Candidat** : # <https://ecandidat.appli.univ-poitiers.fr>

Calendrier des candidatures :

Ouverture de la campagne sur E-Candidat : 24 avril 2023

Date limite de dépôt des dossiers : 24 mai 2023

Sélection sur dossier

Publication des résultats : 24 juin

Confirmation OBLIGATOIRE du candidat au plus tard le

2/ Pour les candidats non titulaires d'un diplôme français et qui n'ont jamais été inscrits dans l'enseignement supérieur français. Lien utile : # <http://droit.univ-poitiers.fr/scolarite/-etudiants-titulaires-de-diplomes-etrangers-souhaitant-entrer-en-master-2eme-annee-353491.kjsp?RH=1289896384443>

3/ Pour les candidats non titulaires d'un bac+4 et souhaitant valoriser ses acquis professionnel (VAPP), il convient de s'adresser à UP&PRO : 2 rue Pierre Brousse, Bât B. 25, TSA 91110, 86073 Poitiers cedex 9 ; Tél. 05 49 45 44 60 ; Courriel : # up-pro@univ-poitiers.fr

Lien utile : # <http://upro.univ-poitiers.fr/formation-tout-au-long-de-la-vie/faire-une-vapp-et-ou-reprendre-ses-etudes-re-/la-validation-d-acquis-professionnels-et-personnels/>

Cette formation est également accessible aux adultes qui désirent reprendre des études (salariés, demandeurs d'emploi...) titulaires du diplôme requis ou bénéficiant d'une validation d'acquis (VAPP, VAE). # [En savoir plus..](#)

Et après

Poursuite d'études

Le titulaire de la Mention Droit public des affaires est autorisé à s'inscrire en Doctorat, après autorisation du Conseil de l'Ecole doctorale Droit et Science politique Pierre Couvrat.

Insertion professionnelle

Droit de l'action publique : Magistrature administrative, avocat, greffe, attaché et administrateur (Etat, territorial, hospitalier) - Enseignement supérieur et recherche.

Droit de la commande publique : Juriste au sein des services commande publique des administrations publiques, avocat spécialisé en droit de la commande publique, juriste au sein d'entreprises titulaires de contrats de la commande publique – Enseignement supérieur et recherche

Droit de l'urbanisme et de la construction : Juriste au sein des services d'urbanisme ou de construction des administrations publiques, juriste au sein d'entreprises de construction ou de promotion privés, cabinets d'architecte etc, avocats spécialisés ou notaires

Fiche insertion (Cette étude est menée auprès des diplômés 2017, 30 mois après l'obtention du diplôme)

Infos pratiques

Contacts

Responsable de la mention

Antoine Claeys

+33 5 49 45 31 07

antoine.claeys@univ-poitiers.fr

Responsable de la mention

Francois Brenet

+33 6 76 54 54 08

francois.brenet@univ-poitiers.fr

Autres contacts

Direction pédagogique :

François Brenet, Professeur de droit public

Courriel: # francois.brenet@univ-poitiers.fr

Antoine Claeys, Professeur de droit public

Courriel: # antoine.claeys@univ-poitiers.fr

Secrétariat:

Parcours Droit de l'action publique et Droit de la commande publique

Madame Karine Debicki-Bouhier

Courriel : # karine.bouhier@univ-poitiers.fr

Tél: 0549454770

Bât E9

43, Place Charles de Gaulle

81100

86073 POITIERS Cedex

Parcours Droit de l'urbanisme et de la construction

Madame Elisabeth Rebillier

Courriel : # elisabeth.rebillier@univ-poitiers.fr

Tél : 0549366440

Université de Poitiers - Faculté de Droit et des Sciences sociales

Bâtiment n°E10 - TSA 81100

15 rue Sainte Opportune

86073 POITIERS CEDEX 09

Laboratoire(s) partenaire(s)

Institut de droit public (EA2623), Equipe de recherche en droit privé (EA1230)

<https://idp.labo.univ-poitiers.fr/>

Lieu(x)

Poitiers-Centre Ville

En savoir plus

Candidater en ligne !

<https://candidature.monmaster.gouv.fr/>

Programme

Organisation

La première année de Master repose sur un socle commun de connaissances et de compétences. Les unités 2 des semestres 1 et 2, au choix, permettent toutefois de se préparer aux disciplines des parcours de la seconde année du Master.

La seconde année de Master s'inscrit dans une démarche de spécialisation par l'existence de trois parcours distincts.

Le parcours Droit de l'action publique

Il propose aux étudiants une formation approfondie en droit de l'action publique en vue de les préparer à intégrer le secteur public en qualité de juristes de droit public hautement qualifiés

Le parcours Droit de la commande publique

Il vise à former des juristes spécialisés dans le secteur des marchés publics, des concessions et des partenariats public-privé

Le parcours Droit de l'urbanisme et de la construction

Il poursuit comme objectif de former des juristes qui dominent à la fois les aspects de droit public et de droit privé des opérations d'urbanisme et de construction

Attention : le choix du parcours s'effectue dès la première année dans le cadre de la procédure de sélection à l'entrée de cycle

Mode full (title / type / CM / TD / TP / credits)

Parcours Droit de l'action publique

M1 parcours Droit de l'action publique

Semestre 1

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Enseignements fondamentaux	UE	60h			15 crédits
Droit des services publics	EC				
Droit des services publics CM	EC	30h			
Droit des services publics TD	EC				
Procédure administrative contentieuse	EC				

Procédure administrative contentieuse	EC	30h			
Procédure administrative contentieuse TD	EC				
UE2 Enseignements complémentaires	UE	60h	12h		12 crédits
Droit de la responsabilité administrative	EC	30h			
Un cours au choix parmi les trois suivants :	EC				
Droit de la décentralisation CM	EC	30h			
Finances locales 1	EC	15h			
Droit de la construction CM	EC	30h			
Méthodologie professionnelle et rédaction d'actes juridiques	EC				
Méthodologie professionnelle	EC		12h		
Rédaction d'actes juridiques	EC				
UE3 Compétences transversales	UE		15h		3 crédits
Langue étrangère	EC				
Anglais TD I	EC		15h		
Stage facultatif	EC				0 crédits
Stage facultatif	EC				0 crédits

Semestre 2

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Enseignements fondamentaux	UE	60h			15 crédits
Droit public de l'économie	EC				
Droit public de l'économie CM	EC	30h			
Droit public de l'économie TD	EC				
Droit de l'urbanisme	EC				
Droit de l'urbanisme CM	EC	30h			
Droit de l'urbanisme TD	EC				
Droit des contrats publics	EC				
Droit des contrats publics CM	EC	30h			
Droit des contrats publics TD	EC				
UE2 Enseignements complémentaires	UE	60h			12 crédits
Cours non suivi en TD	EC				
Droit des contrats publics CM	EC	30h			
Droit de l'urbanisme CM	EC	30h			
Un cours au choix parmi les deux suivants :	EC				
Droit de l'environnement CM	EC	30h			
Droit du contentieux constitutionnel CM	EC	30h			
Méthodologie de la recherche en droit public	EC				
Initiation à la méthodologie de la recherche	EC				
Méthodologie de la recherche appliquée : questions d'actualité du droit public	EC				
UE3 Compétences transversales	UE		15h		3 crédits
Langue étrangère	EC				
Anglais TD II	EC		15h		
Stage facultatif	EC				0 crédits

Stage facultatif	EC	0 crédits
Stage facultatif	EC	0 crédits

M2 parcours Droit de l'action publique

Semestre 3

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Les moyens juridiques de l'action publique	UE	64h	12h		12 crédits
Droit des actes administratifs unilatéraux	EC				
Droit des actes administratifs unilatéraux CM	EC	22h			
Droit des actes administratifs unilatéraux TD	EC		5h		
Droit des contrats administratifs	EC				
Droit des contrats administratifs CM	EC	22h			
Droit des contrats administratifs TD	EC		5h		
Police administrative	EC				
Droit de la police administrative CM	EC	20h			
Droit de la police administrative TD	EC		2h		
UE2 Optionnelle	UE				12 crédits
UE2 Contentieux publics	UE	57h	23h		12 crédits
Contentieux administratif des contrats	EC				
Contentieux administratif des contrats CM	EC	15h			
Contentieux administratif des contrats TD	EC		5h		
Responsabilité administrative	EC				
Responsabilité administrative CM	EC	20h			
Responsabilité administrative TD	EC		5h		
Modes alternatifs de règlement des litiges	EC	8h			
MARL CM	EC	8h			
MARL TD	EC		4h		
Contentieux de l'urbanisme	EC				
Contentieux de l'urbanisme CM	EC	13h			
Contentieux de l'urbanisme TD	EC		9h		
UE2 Commande publique	UE				12 crédits
Contentieux administratif des contrats	EC				
Contentieux administratif des contrats CM	EC	15h			
Contentieux administratif des contrats TD	EC		5h		
Contentieux pénal et de la concurrence	EC	10h	5h		
Grandes catégories contractuelles	EC				
Grandes catégories contractuelles CM	EC	10h			
Grandes catégories contractuelles TD	EC		5h		
Partenariats public-privé	EC	10h	3h		
Responsabilités liées aux contrats administratifs	BLOC				
Responsabilités liées aux contrats de la commande publique CM	EC	10h			
Responsabilités liées aux contrats de la commande publique TD	EC		5h		

UE3 Professionnalisation	UE	8h	27h		6 crédits
Méthodologie professionnelle	EC				
Méthodologie professionnelle CM	EC	8h			
Méthodologie professionnelle TD	EC		12h		
Clinique juridique	EC				
Langue vivante	EC				
Langue vivante TD	EC		15h		

Semestre 4

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Les moyens matériels de l'action publique	UE	45h	15h		6 crédits
Les moyens financiers	EC				
Les moyens financiers CM	EC	15h			
Les moyens financiers TD	EC		5h		
Les moyens humains	EC				
Les moyens humains CM	EC	15h			
Les moyens humains TD	EC		5h		
Les moyens patrimoniaux	EC				
Les moyens patrimoniaux CM	EC	15h			
Les moyens patrimoniaux TD	EC		5h		
UE2 Optionnelle	UE				9 crédits
UE2 Option contentieux publics	UE	35h	22h		9 crédits
Contentieux constitutionnel	EC				
Contentieux constitutionnel CM	EC	15h			
Contentieux constitutionnel TD	EC		5h		
Procédures d'urgence et d'exécution	EC	10h	5h		
Responsabilité financière des gestionnaires publics	EC	5h	5h		
Contentieux européen	EC				
Contentieux européen CM	EC	10h			
Contentieux européen TD	EC		5h		
UE 2 Option Commande publique	UE				9 crédits
Passation des contrats publics	UE				
Passation des contrats publics CM	EC	15h			
Passation des contrats publics TD	EC		5h		
Exécution des contrats publics	EC				
Exécution des contrats publics CM	EC	15h			
Exécution des contrats publics TD	EC		5h		
Sous-traitance	EC				
Sous-traitance CM	EC	5h			
Sous-traitance TD	EC		2h		
Financement des contrats publics	EC				
Financement des contrats publics CM	EC	5h			
Financement des contrats publics TD	EC		3h		
UE3 Professionnalisation	UE		15h		15 crédits

Langue vivante	EC	
Langue vivante TD	EC	10h
Stage et mémoire de recherche appliquée ou fondamentale	BLOC	
Stage professionnel et mémoire de recherche appliquée	EC	
Stage en laboratoire et mémoire de recherche fondamentale	EC	
Apprentissage et rapport d'apprentissage	EC	

Parcours Droit de l'urbanisme et de la construction

M1 Droit public parcours Droit de l'urbanisme et de la construction

Semestre 1

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Enseignements fondamentaux	UE	60h			15 crédits
Procédure administrative contentieuse	EC				
Procédure administrative contentieuse	EC	30h			
Procédure administrative contentieuse TD	EC				
Droit de la construction	EC				
Droit de la construction CM	EC	30h			
Droit de la construction TD	EC				
UE2 Enseignements complémentaires	UE	60h	12h		12 crédits
Droit de la responsabilité administrative	EC	30h			
Un cours au choix parmi les trois suivants :	EC				
Droit de la décentralisation CM	EC	30h			
Finances locales 1	EC	15h			
Droit de la construction CM	EC	30h			
Méthodologie professionnelle et rédaction d'actes juridiques	EC				
Méthodologie professionnelle	EC		12h		
Rédaction d'actes juridiques	EC				
UE3 Compétences transversales	UE		15h		3 crédits
Langue étrangère	EC				
Anglais TD I	EC		15h		
Stage facultatif	EC				0 crédits
Stage facultatif	EC				0 crédits

Semestre 2

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Enseignements fondamentaux	UE	60h			15 crédits
Droit public de l'économie	EC				
Droit public de l'économie CM	EC	30h			
Droit public de l'économie TD	EC				

Droit de l'urbanisme	EC		
Droit de l'urbanisme CM	EC	30h	
Droit de l'urbanisme TD	EC		
UE2 Enseignements complémentaires	UE	60h	12 crédits
Cours non suivi en TD	EC		
Droit des contrats publics CM	EC	30h	
Droit de l'urbanisme CM	EC	30h	
Un cours au choix parmi les deux suivants :	EC		
Droit de l'environnement CM	EC	30h	
Droit du contentieux constitutionnel CM	EC	30h	
Méthodologie de la recherche en droit public	EC		
Initiation à la méthodologie de la recherche	EC		
Méthodologie de la recherche appliquée : questions d'actualité du droit public	EC		
UE3 Compétences transversales	UE	15h	3 crédits
Langue étrangère	EC		
Anglais TD II	EC	15h	
Stage facultatif	EC		0 crédits
Stage facultatif	EC		0 crédits
Stage facultatif	EC		0 crédits

M2 Droit public parcours Droit de l'urbanisme et de la construction

Semestre 3

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Droit de l'urbanisme	UE	62h	33h		12 crédits
Planification urbaine	EC	14h	7h		
Opérations d'urbanisme	EC	10h	6h		
Droits de préemption	EC	9h	2h		
Autorisations d'urbanisme	EC	9h	4h		
Contentieux de l'urbanisme	EC				
Contentieux de l'urbanisme CM	EC	13h			
Contentieux de l'urbanisme TD	EC		9h		
Droit de l'aménagement commercial	EC	3h	2h		
Urbanisme et immobilier d'entreprise	EC	4h	3h		
Droit de l'urbanisme approfondi	EC				
UE2 Droit de la construction	UE	62h	33h		12 crédits
Contrats et responsabilités des constructeurs	EC	30h	12h		
Contentieux de la construction	EC	5h	3h		
Construction sociale	EC	5h	4h		
Assurances construction	EC	4h	2h		
Montages d'opération	EC	4h	2h		
Droit de la construction approfondi	EC				
Droit public de la construction	EC	14h	10h		

UE3 Fiscalité	UE	28h	18h		6 crédits
Fiscalité de l'urbanisme	EC	14h	9h		
Fiscalité de la construction	EC	14h	9h		

Semestre 4

	Nature	CM	TD	TP	Crédits
UE1 Compétences complémentaires	UE	19h	10h		9 crédits
Division d'immeuble et copropriété	EC	9h	4h		
Protection du patrimoine et des espaces naturels (dont loi littoral)	EC				
Protection du patrimoine et des espaces naturels CM	EC	6h			
Protection du patrimoine et des espaces naturels (dont loi littoral) TD	EC		4h		
Urbanisme en milieu rural	EC				
Urbanisme en milieu rural CM	EC	4h			
Urbanisme en milieu rural TD	EC		2h		
UE2 Consolidation des connaissances	UE		10h		6 crédits
Exposés/Ateliers recherche	EC		10h		
Clinique juridique	EC				
Autoévaluation	EC				
UE3 Professionnalisation	UE		28h		15 crédits
Anglais	EC				
Anglais	EC		10h		
Anglais	EC		10h		
Méthodologie professionnelle	EC		8h		
Stage et mémoire de recherche appliquée ou fondamentale	EC				
Stage professionnel et mémoire de recherche appliquée	EC				
Stage professionnel et mémoire de recherche fondamentale	EC				

UE = Unité d'enseignement

EC = Élément Constitutif